

Groupe les Républicains

Paris, le 5 novembre 2015

Nos réf : NKM/PB/RM/166

Madame la Maire,

Vous avez convoqué pour le vendredi 6 novembre un comité des arrondissements. Nous vous informons que nous n'y participerons pas.

En effet, cette instance de liaison officielle entre les arrondissements et l'exécutif, qui ne se réunit que rarement, est devenue un rendez-vous médiatique au service de la communication de la Maire de Paris, alors qu'elle devrait à notre sens être consacrée à traiter des questions qui intéressent les Parisiens et dont ils nous parlent tous les jours : la propreté, la gestion des espaces publics, le logement, les crèches, la sécurité, la fiscalité... Au lieu de quoi vous proposez qu'une grande partie de la séance porte sur la réforme du statut de Paris, sujet qui, vous en conviendrez, n'est pas la préoccupation actuelle de nos concitoyens.

Pour rappel, sur ce dossier vous avez dévoilé mi-septembre dans la presse une note confidentielle que vous aviez adressée au Premier ministre indiquant vos propositions de réforme du statut de Paris et organisé en urgence un débat au conseil de Paris le 29 septembre, prétextant un problème constitutionnel apparu cet été obligeant à redécouper les arrondissements.

Nous réfutons totalement votre approche. Le statut actuel de Paris, et en particulier le dispositif de gouvernance basé sur les arrondissements et la question de leur représentativité, ont été entièrement validés par le conseil constitutionnel en 2013 ; *a contrario*, le Conseil a invalidé uniquement les modifications que le Parlement avait introduites à votre demande dans la loi NOTRe cet été. Nous contestons ainsi totalement l'urgence de cette réflexion et la fausse concertation que vous avez mise en place.

Vous avez en effet organisé un « *groupe de travail* », sans qu'un quelconque document ait été fourni quant à vos propositions, mis à part des statistiques particulièrement biaisées. Vous annoncez vouloir avancer à marche forcée sur ce sujet, à raison d'une réunion par semaine pour tirer des conclusions avant la fin de l'année. Après plus de 150 ans de vie des arrondissements, vous prétendez les rayer de la carte en 6 semaines !

Sur la forme, ainsi que nous avons eu l'occasion de vous le dire lors du débat en Conseil de Paris, cette façon de faire marque un mépris profond tant des parlementaires qui viennent de débattre pendant plus d'un an sur la loi NOTRe que des élus du Conseil de Paris. Qui plus est, nous contestons formellement votre légitimité à engager cette réflexion, tant sur le plan juridique et constitutionnel (la question est du ressort de la compétence du Parlement, pas de la ville) que sur le plan politique, cette question n'ayant jamais été abordée dans la campagne. En outre, votre large défaite dans le 15^{ème} et le fait que vous soyez minoritaire en voix à l'échelle de Paris vous ôte toute légitimité politique pour lancer ce débat.

Sur le fond, les thèmes de réforme que vous proposez ne répondent en aucune manière aux attentes concrètes des Parisiens en matière d'amélioration de leur vie quotidienne, et n'ont pour seul but que celui de renforcer votre pouvoir et la posture centralisatrice que vous avez adoptée depuis votre élection. En témoigne notamment votre projet de recentralisation des caisses des écoles.

Au contraire, si un débat devait être engagé, nous pensons qu'il devrait porter sur les évolutions qui pourraient s'avérer nécessaires dans les compétences respectives des différentes entités arrondissement - ville - métropole pour apporter un meilleur service aux parisiens. Dans ce cadre, le groupe « les Républicains » revendiquerait certainement un transfert vers les arrondissements des compétences de proximité que sont la propreté, la gestion du domaine public et un partage plus équilibré de celles concernant l'urbanisme et l'attribution des subventions.

En tout état de cause, sur une question aussi identitaire que le redécoupage des arrondissements, la seule voie légitime nous semble être celle de l'organisation d'un référendum local, que nous avons réclamé. Plus que jamais aujourd'hui, la vraie démocratie, c'est la démocratie de proximité.

La façon dont vous avez lancé et dont vous menez ce débat vous disqualifie à nos yeux comme interlocutrice objective. Aussi vous comprendrez que nous refusons de participer à ce simulacre de concertation. Sur ces sujets qui les concernent directement, nous en appelons aux Parisiens.

Veuillez recevoir, Madame la Maire, l'expression de notre considération.



Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET

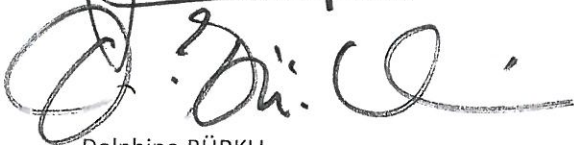
Présidente du groupe les Républicains au Conseil de Paris



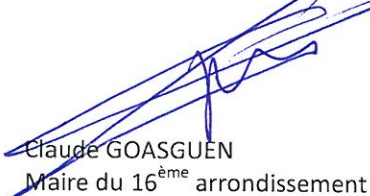
Jean-François LEGARET
Maire du 1^{er} arrondissement



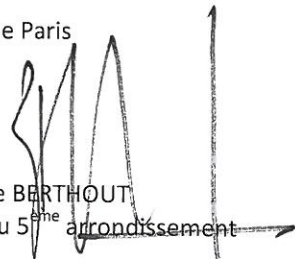
Jean-Pierre LECOQ
Maire du 6^{ème} arrondissement



Delphine BÜRKLI
Maire du 9^{ème} arrondissement



Claude GOASGUEN
Maire du 16^{ème} arrondissement



Florence BERTHOUT
Maire du 5^{ème} arrondissement



Jeanné d'HAUTESERRE
Maire du 8^{ème} arrondissement



Philippe GOUJON
Maire du 15^{ème} arrondissement



Brigitte KUSTER
Maire du 17^{ème} arrondissement